



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 18-22 juin 2018

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 14 mai 2018	WFP/EB.A/2018/8-A/2
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays — État plurinational de Bolivie (2018–2022)

Durée	1 ^{er} juillet 2018–31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	11 700 000 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Au cours de la dernière décennie, l'État plurinational de Bolivie a considérablement progressé dans les domaines économique, social et du développement humain. Elle n'en demeure pas moins le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique du Sud et se heurte à des difficultés multiples relatives à l'alimentation et à la nutrition, à savoir une malnutrition chronique élevée dans les zones rurales, une hausse des taux de surpoids et d'obésité, en particulier chez les femmes, et des taux d'anémie alarmants chez les enfants. En outre, il existe des poches d'extrême vulnérabilité dans les groupes autochtones, et les catastrophes naturelles récurrentes s'intensifient en raison du changement climatique.

Le présent plan stratégique de pays vise à résoudre de nombreuses difficultés auxquelles le pays doit faire face pour atteindre l'objectif de développement durable 2. Il est axé sur quatre effets directs stratégiques destinés à aider le Gouvernement:

- *Effet direct stratégique 1:* Les communautés touchées par un choc sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

Mme E. Faure
Directrice de pays
courriel: elisabeth.faure@wfp.org

- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2022, l'état nutritionnel des groupes vulnérables exposés au risque de malnutrition, sous toutes ses formes, s'améliore.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2022, la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus.
- *Effet direct stratégique 4:* D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire.

L'État plurinational de Bolivie figurant parmi les pays à revenu intermédiaire, le PAM cessera progressivement l'assistance alimentaire directe pour privilégier une assistance indirecte, centrée sur le renforcement des capacités, l'assistance technique, la sensibilisation et la communication, et jouera plutôt un rôle de facilitateur auprès du Gouvernement. Le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition, et le Vice-Ministère de la défense civile seront les principaux bénéficiaires de l'assistance technique du PAM, qui mettra l'accent sur la nutrition, la préparation aux catastrophes et le renforcement de la résilience.

Le PAM tirera parti de ses points forts et de son expérience dans le pays pour permettre au Gouvernement d'obtenir les effets directs stratégiques et, finalement, libérer la société de la faim et de la malnutrition. Les acteurs qui joueront un rôle majeur dans la réalisation des effets directs stratégiques et des activités du présent plan stratégique de pays sont les suivants: le Ministère de la planification du développement, le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition, le Ministère du développement rural et des terres, le Ministère de la santé, le Vice-Ministère de la défense civile, des organismes des Nations Unies (en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole), des organisations non gouvernementales locales et internationales, et la société civile.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'État plurinational de Bolivie (2018–2022) (WFP/EB.A/2018/8-A/2), pour un coût total pour le PAM de 11 700 000 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Entre 2004 et 2016, l'État plurinational de Bolivie a connu une croissance économique rapide, son produit intérieur brut passant de 8,77 milliards de dollars à 33,81 milliards de dollars¹. Les indicateurs de développement humain se sont nettement améliorés pendant cette période et les inégalités économiques ont diminué², mais l'État plurinational de Bolivie reste le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, après le Paraguay³. Au cours des 10 dernières années, l'évolution favorable du cours des matières premières à l'échelle internationale a permis au pays de mettre en œuvre des stratégies de redistribution des richesses, principalement par le biais de programmes de transferts monétaires assortis de conditions ("Bono Juana Azurduy" et "Renta Dignidad"), qui ont eu des effets positifs sur la réduction de la pauvreté. Toutefois, la baisse récente du prix des hydrocarbures a restreint le financement de ces programmes, ce qui pourrait conduire à une instabilité politique due à la réduction de l'aide de l'État, saper la crédibilité des institutions et compromettre la viabilité des programmes de protection sociale.
2. L'extension des programmes nationaux de protection sociale a également eu des incidences positives sur la réduction de la pauvreté, en particulier chez les femmes⁴. Néanmoins, selon l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes), quatre femmes sur dix continuent de vivre dans la pauvreté et le pays enregistre le taux de violence à l'égard des femmes le plus élevé de la région. Une enquête réalisée par l'Institut national de la statistique en 2016 montre que 77,7 pour cent des femmes ont subi au moins une forme de violence, et des informations fournies par le Ministère public en 2015 indiquent que les violences à l'encontre des femmes constituent la deuxième infraction la plus signalée. Dans le même temps, le Gouvernement a efficacement assuré la parité des sexes dans la composition du parlement national, ce qui a permis de favoriser l'égalité des sexes pour assurer la sécurité alimentaire. Le PAM effectuera une analyse complète de la sécurité alimentaire, différenciée par sexe et par âge, dans le cadre du programme de transformation des relations entre les sexes qui contribuera à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans le cadre du plan stratégique de pays (PSP).
3. Le Gouvernement s'est fixé pour objectif de mettre fin à la faim et à la pauvreté d'ici à 2025, et le droit à l'alimentation est inscrit dans la constitution nationale. Les plans nationaux de développement, dont l'*Agenda Patriótica 2025* (Programme patriotique), promeuvent fermement la souveraineté alimentaire et l'élimination de la faim. Ils sont conformes au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'objectif de développement durable (ODD) 2 relatif à l'élimination de la faim.
4. Le PSP concorde pleinement avec le plan national de développement, qui englobe toutes les priorités en matière de développement définies par le Gouvernement, notamment la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en veillant tout particulièrement à apporter un appui aux familles les plus exposées à l'insécurité alimentaire, y compris les groupes autochtones. Les autres priorités nationales de premier rang visent également à accroître l'emploi et à augmenter les revenus, à améliorer la qualité de l'éducation et à élargir la couverture des services de base universels, et sont toutes étroitement liées à l'ODD 2.

¹ Banque mondiale (2016).

² Amélioration du coefficient Gini qui est passé de 0,59 en 2005 à 0,48 en 2014.

³ Le taux de pauvreté du pays est de 33 pour cent (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes).

⁴ Banque mondiale (2016).

5. Pendant le deuxième trimestre de 2017, le PAM a collaboré avec l'Université catholique bolivienne pour réaliser un examen stratégique national Faim zéro, qui analyse rigoureusement la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le PAM a également organisé des consultations avec le Gouvernement pour débattre de cette question et des difficultés auxquelles le pays se heurte pour atteindre l'ODD 2. Le Gouvernement et le PAM ont préparé une feuille de route pour atteindre l'objectif Faim zéro qui souligne les lacunes et les défis ainsi que les principaux domaines d'appui du PAM. Ce processus de consultation détaillé a servi de base pour déterminer la meilleure façon pour le PAM d'aider le Gouvernement à réaliser l'objectif Faim zéro et les autres ODD.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

6. *Accès à la nourriture*: La proportion de Boliviens qui vivent dans un état de dénuement extrême et n'ont pas les moyens d'acheter un assortiment alimentaire de base est passée de 38 pour cent en 2005 à 17 pour cent en 2015. Néanmoins, la pauvreté extrême reste très forte en milieu rural (30 pour cent) et, en milieu urbain, elle dépasse 9 pour cent. Les revenus des femmes ont augmenté, mais l'écart salarial entre les hommes et les femmes continue de varier entre 20 pour cent et 40 pour cent, et touche particulièrement les femmes autochtones. Le coût de l'assortiment alimentaire de base a doublé entre 2005 et 2015, mais cette hausse a été partiellement compensée par l'augmentation des revenus provenant notamment de transferts de protection sociale. Sous l'effet du cours élevé du pétrole et du gaz, les dispositifs de protection sociale non contributifs ont pu être élargis jusqu'à couvrir plus de 44 pour cent de la population. Fondés sur la distribution de vivres ou de transferts de type monétaire, ces programmes qui ciblent les personnes âgées, les enfants d'âge scolaire et les femmes enceintes ont permis de sortir 2,5 pour cent de la population de la pauvreté extrême⁵. Néanmoins, en raison d'un manque d'efficacité dans l'enregistrement des bénéficiaires et de l'isolement de certaines communautés, la couverture des programmes est inégale. L'infrastructure routière s'est étendue, mais de nombreuses communautés n'ont pas encore accès aux marchés. Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les mariages et les grossesses précoces sont en augmentation dans toute la région et l'État plurinational de Bolivie est le pays qui répond le moins aux besoins de planification familiale. Ces facteurs soulignent la nécessité pour le PSP d'accorder une attention particulière aux femmes et aux filles.
7. *Fin de la malnutrition*: Les programmes de protection sociale se sont étendus et ont amélioré l'accès à la nourriture, mais les effets de la malnutrition – en particulier le retard de croissance chez les enfants, l'anémie et l'obésité – restent un problème de santé publique essentiel. S'agissant de l'indice de la faim dans le monde, le score de la Bolivie est passé de 30,8 en 2000 à 15,4 en 2016, mais il reste le plus élevé en Amérique du Sud. Au cours de la dernière décennie, le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est passé de 33 pour cent à 18 pour cent, mais il demeure élevé dans les zones rurales, soit 25 pour cent, et la mortalité des enfants de moins de 5 ans a reculé, passant de 80 à 38 décès pour 1 000 naissances vivantes. Ces résultats sont le fruit de certaines initiatives, telles que le programme national d'élimination de la malnutrition et des recettes importantes tirées des hydrocarbures, qui ont permis de financer les programmes de nutrition. Les niveaux d'anémie sont alarmants: 60 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 38 pour cent des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie. La moitié des femmes en âge de procréer sont en surpoids ou obèses. L'augmentation rapide des revenus des ménages, associée à la méconnaissance de la nutrition, ont radicalement transformé les

⁵ Examen stratégique national Faim zéro (2017).

régimes alimentaires, avec une consommation de graisse et de sucre accrue. Les données relatives à la nutrition étant insuffisantes, il faudra effectuer des études pour établir une base de données factuelles solide qui permette de réaliser l'ODD 2.

8. *Productivité et revenus des petits exploitants*: Si la production agricole est passée de 10,3 tonnes en 2005 à 12,7 tonnes en 2015, cette croissance ne concernait pas directement l'agriculture paysanne mais restait concentrée sur le gros secteur agroalimentaire de Santa Cruz. Dans tous les autres départements, la production n'a que légèrement augmenté, voire décliné. Cette situation est due en grande partie à la migration de la main-d'œuvre agricole (principalement composée d'hommes) vers les villes et l'industrie minière, à l'expansion des cultures commerciales intensives sans protection des sols et à des catastrophes naturelles récurrentes, notamment des sécheresses, des inondations et des tempêtes de grêle. Par ailleurs, une étude de cas des zones vulnérables fait apparaître que, dans le secteur agricole, les femmes sont moins bien payées que les hommes, malgré un temps de travail supérieur. Elles assurent principalement des tâches de production agricole, associées à des soins et à des travaux domestiques pour lesquels elles ne reçoivent aucune rémunération établie. Ce sont les femmes qui gèrent généralement la petite agriculture communautaire, mais elles n'ont qu'un accès limité aux ressources productives et aux marchés, et les contrôlent rarement. En outre, les femmes et les hommes ont un statut égal en matière de propriété des terres, mais très souvent, elles n'ont pas les papiers d'identité nécessaires pour acquérir des terres. Toutefois, les activités de création d'actifs appuyées par le PAM privilégiant les terres communautaires, elles ne seront pas touchées par les questions foncières.
9. *Systèmes alimentaires durables*: La production par habitant est passée d'environ 19 000 tonnes en 2005 à 93 000 tonnes en 2014, principalement en raison de l'expansion des terres agricoles et des importations de produits agrochimiques. Les exportations ont été prédominantes dans le développement du secteur agricole, puisqu'elles ont représenté plus de 35 pour cent dans l'accroissement des terres utilisées pendant la période considérée, contre à peine 21 pour cent pour la production alimentaire destinée à la consommation domestique. Entre 2005 et 2015, la dépendance à l'égard des importations de riz, de légumes, de fruits et de légumes secs s'est accrue. Les importations de produits alimentaires sont réglementées par le Gouvernement, y compris en ce qui concerne les prix, comme en témoignent les prix subventionnés des importations de farine de blé destinée à la cuisson du pain. Des catastrophes naturelles récurrentes, telles que les sécheresses et les inondations, aggravent également la situation en matière de sécurité alimentaire. Le Centre Hadley du Bureau météorologique du Royaume-Uni considère que l'État plurinational de Bolivie est le pays d'Amérique du Sud le plus vulnérable au changement climatique et, selon son analyse, la vulnérabilité du pays face à l'insécurité alimentaire devrait s'accroître de 22 pour cent d'ici à 2050 si aucune mesure d'adaptation n'est mise en place. Les catastrophes ont touché plus de 89 000 familles par an entre 2002 et 2015.

Environnement macroéconomique

10. En raison d'un contexte international moins favorable, la croissance du produit intérieur brut a ralenti, passant de 6,8 pour cent en 2013 à 4 pour cent en 2016, tout comme la réduction de la pauvreté et de l'inégalité. L'effet négatif de la baisse des prix des produits pétroliers et gaziers sur la demande intérieure a été atténué par des politiques expansives, qui ont tiré profit des vastes réserves accumulées lors de l'envolée des prix du gaz naturel, et du financement direct de la Banque centrale de Bolivie.
11. Soucieux de maintenir une croissance solide, de poursuivre la réduction de la pauvreté et d'améliorer l'accès aux services de base, le Gouvernement a approuvé le Plan de développement économique et social pour 2016–2020 au début de l'année 2016. Son objectif consiste à maintenir la croissance à un taux moyen de 5 pour cent entre 2016 et 2020, en faisant passer la pauvreté extrême de 17 pour cent à 10 pour cent. Ce plan

comprend un programme d'investissement public de vaste envergure qui sera en partie financé par l'épargne accumulée pendant l'essor économique et par des prêts de la Banque centrale de Bolivie et sera complété au travers des banques multilatérales et de la coopération internationale. Les domaines d'investissement englobent les infrastructures, l'exploration des hydrocarbures, l'industrialisation du gaz naturel (engrais et plastiques) et la production d'énergie hydroélectrique. Le plan préconise également l'accroissement des investissements étrangers directs.

12. Le processus d'intégration de la problématique hommes-femmes dans la planification et les budgets publics a débuté dans l'État plurinational de Bolivie il y a plus de 10 ans, avec l'aide de la coopération internationale et du Gouvernement. Il convient toutefois d'investir davantage dans les mesures liées à la problématique hommes-femmes, afin d'agir contre la persistance des inégalités entre les sexes. Le PAM testera un outil élaboré par ONU-Femmes qui vise à surveiller les investissements municipaux dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, afin d'évaluer dans quelle mesure les budgets tiennent compte de la problématique hommes-femmes au titre du volet 8 du Plan de développement économique et social.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

13. Le PAM a élaboré une feuille de route visant l'élimination de la faim avec le concours du Ministère de la planification du développement, en s'inspirant de deux cadres de développement nationaux: le Programme patriotique et le Plan de développement économique et social⁶. La feuille de route reconnaît les progrès importants accomplis dans l'élimination de la faim, mais recense les lacunes suivantes:
 14. Lacune – 1: Politiques et protection sociale:
 - Nécessité d'améliorer la coordination entre les programmes et la diffusion des politiques.
 - Nécessité de mettre à jour les données sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de les ventiler par sexe, par âge et par handicap, entre autres facteurs, et de donner davantage de détails géographiques.
 - Vulnérabilité des programmes de protection sociale face aux chocs causés par les fluctuations de prix relatives aux produits importés (tels que la farine de blé, qui n'est pas produite localement en quantité suffisante).
 - Coût élevé et impact limité des transferts de protection sociale sur les communautés autochtones pauvres.
 - Repas scolaires souvent inadéquats sur le plan nutritionnel et non rentables.
 - Nécessité d'adopter une approche intersectorielle pour inclure la problématique hommes-femmes dans les programmes alimentaires et nutritionnels.
 15. Lacune – 2: Production vivrière (notamment la production des petits exploitants):
 - Méconnaissance des techniques de production utilisées par les petits exploitants (déperdition du savoir traditionnel et besoin d'assistance technique).
 - Accès limité au crédit, aux apports, aux informations sur les marchés et aux assurances.
 - Chaîne d'approvisionnement intégrée limitée pour les petits exploitants vivant dans les zones reculées.

⁶ Le Programme patriotique concorde avec le Programme 2030. Le Plan de développement économique et social comporte 13 volets/objectifs dont chacun vise un ODD. La feuille de route, élaborée conjointement avec le PAM, recense les principales lacunes relatives à la réalisation de l'ODD 2 et le PSP contribuera à corriger certaines d'entre elles.

- Régime foncier qui limite les droits des femmes par rapport aux terres.
 - Tendance des groupes autochtones vulnérables à vivre dans des zones où les sols sont de mauvaise qualité.
16. Lacune – 3: Nutrition:
- Éducation nutritionnelle insuffisante de la population.
 - Absence d'enrichissement local des aliments produits par les petits exploitants.
 - Informations insuffisantes sur la diversité des produits alimentaires disponibles.
 - Absence de programme spécifique pour les enfants âgés de 2 à 4 ans et les adolescents, et inefficacité des programmes destinés aux enfants de moins de 2 ans.
 - Taux d'obésité élevés, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines.
17. Lacune – 4: Résilience:
- Défaillance des infrastructures pour les stocks alimentaires d'urgence et les réseaux de distribution en cas de crise et nombre insuffisant de prestataires de services financiers et de détaillants pour procéder aux transferts de type monétaire.
 - Faibles capacités d'intervention en cas de catastrophe des petites municipalités situées dans les zones reculées, dans lesquelles vivent souvent des populations autochtones vulnérables.
 - Dépendance à l'égard des importations, due au fait que la production alimentaire locale se concentre en grande partie sur les cultures commerciales.
 - Urbanisation, principalement due à la migration des hommes et des jeunes qui laissent aux femmes, aux enfants et aux personnes âgées vivant dans les zones rurales la tâche de produire des aliments.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

18. Le Programme patriotique et le Plan de développement économique et social fournissent le cadre nécessaire à la réalisation de l'objectif Faim zéro et des ODD. Ces politiques ont pour objectif global de "réduire l'extrême pauvreté matérielle, sociale et spirituelle, avec une vision holistique de l'être humain". Selon le Programme patriotique, cela exige l'accès universel aux services sociaux pour la population bolivienne (ODD 3, 4, 6 et 7), des revenus suffisants (ODD 1), une éducation de qualité pour tous (ODD 4) ainsi qu'une consommation alimentaire adéquate et une bonne nutrition (ODD 2).
19. Le volet 8 du Plan de développement économique et social, "Souveraineté alimentaire", décline cinq objectifs, qui correspondent aux cibles 1 à 4 de l'ODD 2 et à l'ODD 17:
- Éliminer la faim et la dénutrition et réduire la malnutrition (cibles 1 et 2 de l'ODD 2).
 - Fournir un accès universel aux repas scolaires (cible 1 de l'ODD 2).
 - Assurer la souveraineté alimentaire grâce à la production alimentaire locale (cible 3 de l'ODD 2).
 - Diversifier la production, protéger et promouvoir les aliments traditionnels (cible 4 de l'ODD 2).
 - Renforcer la coordination et les partenariats intersectoriels (ODD 17).

20. Pour éliminer la faim, des dispositifs de protection sociale améliorent l'accès à la nourriture au moyen de transferts destinés aux écoliers, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, et aux personnes âgées. En règle générale, les transferts universels constituent l'outil privilégié, car le cadre de développement national suit une approche fondée sur les droits. L'élimination de la malnutrition est une priorité nationale et le pays a progressé dans ce domaine, grâce à des interventions gouvernementales, telles que le programme *Desnutrición Cero* (dénutrition zéro), le programme de transferts monétaires assortis de conditions, "Bono Juana Azurduy", ainsi que la fourniture d'aliments enrichis ("Nutribebé") et de suppléments en fer et en acide folique dans les centres de santé.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

21. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) de l'État plurinational de Bolivie pour 2018–2022 met à profit les capacités et les compétences spécialisées des organismes des Nations Unies pour appuyer les priorités du Gouvernement. Il comporte quatre volets: un développement social inclusif reposant sur une vision holistique de l'être humain; un développement intégré et une économie plurielle; une justice et une gouvernance plurielles; ainsi que le multiculturalisme, la décolonisation et l'égalité des sexes.
22. Le PNUAD actuel est axé sur les priorités nationales et internationales en matière de développement: le Programme patriotique, le Plan de développement économique et social et le Programme 2030. Il se base sur l'approche du "bien-vivre" en tant que modèle de transformation et de démocratisation pour guider les actions et les priorités relatives au développement et réunir des enseignements et des codes de vie ancestraux. Il s'agit du troisième PNUAD signé par l'État plurinational de Bolivie et les Nations Unies.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

23. Le PAM a mené une série d'exams internes qui ont éclairé la préparation du PSP. S'agissant des repas scolaires, le PAM a commandé une étude⁷ sur l'institution municipale chargée de la gestion des repas scolaires à Chuquisaca, la *Mancomunidad de Municipalidades para la Alimentación Escolar Chuquisaca* (Communauté des municipalités chargée de l'alimentation scolaire à Chuquisaca) (MAECH). L'étude recommande que la MAECH partage ses compétences spécialisées au niveau national pour contribuer à améliorer la qualité des repas scolaires dans les autres départements. Ce modèle novateur de repas scolaires fondés sur la production locale a permis d'encourager la participation des communautés, en mobilisant les autorités locales, les enseignants et les conseils d'école ainsi que les petits exploitants. Fort de ce constat, le PAM a lancé deux nouveaux projets pilotes de repas scolaires fondés sur la production locale dans les départements d'Oruro et de Tarija, afin de mettre en relation les responsables des repas scolaires et les petits exploitants avec l'appui de la MAECH, et de renforcer la participation communautaire. Un examen interne de ces projets pilotes permettra également d'éclairer la mise en œuvre du PSP. De plus, une évaluation décentralisée du programme de pays du PAM pour 2013–2017, qui est prévue pour le premier trimestre de 2018, fournira des données factuelles qui guideront l'exécution du PSP.
24. S'inspirant des enseignements internes tirés de la composante 3 du programme de pays (amélioration des moyens de subsistance et réduction des risques de catastrophe), le Vice-Ministère de la défense civile (VIDECI) a intégré des transferts de type monétaire dans les programmes du ministère et demandé l'appui du PAM pour élaborer un système de

⁷ *Sistematización del programa de alimentación escolar a través de la Mancomunidad de Chuquisaca (MAECH).*

gestion des bénéficiaires et des transferts. L'examen des transferts de type monétaire portant sur la période 2013–2016 a montré qu'ils contribuaient positivement à promouvoir l'autonomisation des femmes et à donner accès aux familles à des aliments nutritifs diversifiés.

25. Les évaluations réalisées à par le PAM aux niveaux mondial et régional mettent en lumière que le passage de rations non cuisinées à des bons peut avoir des effets positifs sur l'économie locale. Elles montrent cependant aussi que les activités de renforcement de la résilience n'ont pas toujours été pris en compte pendant la phase de conception. Plusieurs possibilités de créer un impact n'ont pas été exploitées en raison d'une planification inadaptée des activités de renforcement de la résilience qui s'inscrivent dans le long terme⁸.
26. Un enseignement tiré de la composante nutritionnelle du programme de pays a montré que la fourniture de rations alimentaires pour compléter les transferts monétaires du Gouvernement aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes contribue à accroître le nombre de visites pré et post-natales. Cette même composante fait actuellement l'objet d'une étude interne du PAM pour mieux cerner l'impact des rations alimentaires sur l'état nutritionnel des bénéficiaires, et les résultats de l'étude éclaireront la mise en œuvre du PSP. Des évaluations régionales recommandent de porter une attention particulière à la phase de la conception. Par exemple, la dispersion géographique entrave la convergence des activités de nutrition et des repas scolaires, et le PSP s'attaquera à résoudre ce problème en rapprochant géographiquement les activités de chaque département les unes des autres.
27. Ces 10 dernières années, le PAM a participé à toutes les interventions réalisées en cas d'urgence grave touchant la sécurité alimentaire de la population. Ses investissements dans la préparation à ces situations ont permis d'améliorer les modalités d'intervention d'urgence. Ainsi, le PAM a utilisé des fonds de son Compte d'intervention immédiate pour acheter des unités de stockage mobile et de l'équipement, appuyer la collecte de données relatives aux situations d'urgence et créer un centre d'opérations d'urgence au sein du VIDECI. Les données de suivi montrent que les femmes devraient participer sur un pied d'égalité et qu'elles ont un pouvoir de décision plus grand pour tous les programmes et activités de sécurité alimentaire et de nutrition, conformément à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes.
28. Composante intégrante du programme de pays, le renforcement des capacités est lié aux municipalités pour les repas scolaires, au programme de transferts monétaires assortis de conditions, "Bono Juana Azurduy", et au VIDECI, et devrait permettre de déployer des efforts supplémentaires pour améliorer l'enregistrement des bénéficiaires et les systèmes d'achat de produits alimentaires locaux.
29. D'après une étude relative aux mesures adoptées par le PAM pour renforcer les capacités en Amérique latine et dans les Caraïbes, les bureaux de pays pourraient considérablement améliorer les résultats de leur travail en élaborant des approches plus stratégiques et plus intégrées⁹, fondées sur l'évaluation rigoureuse des points forts et des points faibles des institutions nationales. Ces recommandations seront prises en compte pendant la mise en œuvre.

⁸ Rapport de synthèse régional d'évaluation des opérations et évaluation de la politique du PAM en matière de renforcement des capacités (2009).

⁹ Rapport de synthèse régional d'évaluation des opérations et évaluation de la politique du PAM en matière de renforcement des capacités (2009).

2.2 Potentialités pour le PAM

30. Entre mars et septembre 2017, le Ministère de la planification du développement, le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (CONAN) et le PAM ont organisé deux ateliers nationaux et une série de réunions bilatérales avec tous les ministères et institutions concernés pour identifier les failles dans la réalisation des priorités et des objectifs nationaux que le PAM peut appuyer.
31. Le Gouvernement a demandé l'aide du PAM pour la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise centrées sur les communautés les plus vulnérables, en particulier les communautés autochtones; l'analyse, le suivi et l'évaluation; l'éducation nutritionnelle et le changement de comportement des femmes et des hommes; la gestion des réserves alimentaires stratégiques; l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés (notamment pour répondre à la demande générée par le programme de repas scolaires); la promotion de l'inclusion financière des petits exploitants; et l'encouragement à produire et à consommer des aliments nutritifs locaux. Dans les situations d'urgence, il est néanmoins possible que les groupes vulnérables requièrent une assistance alimentaire directe. Les quatre effets directs stratégiques proposés dans le présent PSP ont été élaborés et convenus avec le Gouvernement.

2.3 Réorientations stratégiques

32. L'État plurinational de Bolivie étant un pays à revenu intermédiaire, le PAM s'écartera progressivement de l'assistance alimentaire directe pour fournir un appui technique à tous les niveaux de gouvernement et aux communautés afin d'atteindre l'objectif Faim zéro. Il renforcera les capacités nationales nécessaires pour concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les programmes de protection sociale, la préparation et l'intervention en cas d'urgence, des systèmes d'information relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition (notamment l'alerte rapide et la surveillance nutritionnelle), l'éducation nutritionnelle et le soutien aux petits exploitants. En outre, le présent PSP met l'accent sur la transformation des relations entre les sexes.
33. Bien qu'il ne ressorte pas comme une activité distincte, le renforcement du programme de repas scolaires restera important pour le PAM pendant la période couverte par le présent PSP. Fondés sur les politiques et les priorités du Gouvernement, les principaux points d'entrée relatifs à l'appui des programmes de repas scolaires décentralisés comprendront le soutien des petits exploitants dans la production d'aliments nutritifs destinés aux élèves (effet direct stratégique 3), le renforcement des capacités municipales à gérer les repas scolaires (effet direct stratégique 4) et l'éducation nutritionnelle dans les écoles (effet direct stratégique 2).

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

34. Le PSP est conforme au Programme patriotique et au Plan de développement économique et social, qui constituent le cadre d'ensemble pour la réalisation de l'objectif Faim zéro et des ODD. L'objectif global de ces politiques consiste à "réduire l'extrême pauvreté matérielle, sociale et spirituelle, avec une vision holistique de l'être humain". Selon le Programme patriotique, cela exige l'accès universel aux services sociaux pour la population bolivienne (ODD 3, 4, 6 et 7), des revenus suffisants (ODD 1), une éducation de qualité pour tous (ODD 4) ainsi qu'une consommation alimentaire adéquate et une bonne nutrition (ODD 2).

35. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017–2021, la politique du PAM en matière de protection humanitaire, la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020), la stratégie régionale du PAM correspondante (2016–2020) et le plan d'action du PAM en la matière, les questions relatives à la problématique hommes-femmes sont intégrées dans l'ensemble du PSP de manière à ce que les programmes et politiques visant à éliminer la faim favorisent l'évolution des relations hommes-femmes. Dans la mesure du possible, le PAM mènera les activités suivantes: ventiler les données par sexe et par âge; intégrer systématiquement l'analyse des disparités liées au sexe et au handicap dans les évaluations, les recherches, l'assistance technique, la mise en commun des connaissances, la gestion de l'information et les travaux connexes; prendre en compte les questions relatives à l'égalité hommes-femmes et au handicap dans l'ensemble des initiatives liées aux programmes, aux politiques et au renforcement des capacités; et veiller à la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et de leurs organisations, selon des modalités qui favorisent leur autonomisation et l'obtention de résultats équitables.
36. Le ciblage global de l'assistance directe repose à la fois sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité pour 2017 et sur l'approche à trois niveaux du PAM, qui englobe l'analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative. Les municipalités retenues par le CONAN pour son plan national ont également été prises en compte. Des activités conçues pour réaliser les effets directs stratégiques 2 à 4 seront d'abord entreprises dans les départements de La Paz, d'Oruro et de Potosí, y compris l'aire urbaine d'El Alto. Le ciblage sera affiné et ajusté en fonction des besoins en utilisant l'approche à trois niveaux. Le Gouvernement donnera la priorité aux activités de renforcement des capacités qui seront mises en œuvre aux niveaux central et municipal selon les besoins.
37. Concrètement, le ciblage géographique repose sur des données relatives à la dénutrition comme indicateur indirect de l'emploi des capacités; des données relatives à la pauvreté comme indicateur indirect de l'insécurité alimentaire; des données relatives à l'infrastructure routière comme indicateur indirect de l'accès à la nourriture; et des données relatives à la productivité agricole comme indicateur indirect de la disponibilité des produits alimentaires. La carte qui en résulte a été superposée avec la "carte de l'extrême pauvreté" du Gouvernement, qui présente le niveau d'insécurité alimentaire des municipalités (faible, moyen et fort). Le PAM a sélectionné des municipalités exposées à une forte insécurité alimentaire qui se chevauchent avec celles relevées par le CONAN (en tenant compte de la dénutrition et de l'obésité, des capacités institutionnelles, de l'allocation des crédits, et de la présence d'un ou de plusieurs programmes nationaux de protection sociale). De cette façon, le ciblage du PSP concorde avec les priorités du principal organisme gouvernemental de contrepartie du PAM et s'appuie sur une solide analyse technique.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les communautés touchées par un choc sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise

38. Face aux catastrophes naturelles récurrentes qui touchent l'État plurinational de Bolivie, le PAM privilégiera la fourniture d'une assistance alimentaire aux femmes, hommes, filles et garçons touchés par la crise au moyen de transferts de type monétaire assortis de conditions adaptés à leurs besoins et à leurs capacités pour appuyer l'accès à la nourriture.

Domaines d'action privilégiés

39. Cet effet direct est centré sur les interventions menées face aux crises pour porter secours aux populations touchées par les chocs.

Produits escomptés

40. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les bénéficiaires ciblés peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en cas de choc, au moyen de transferts de type monétaire assortis de conditions.

Activités essentielles*Activité 1: Assurer des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) pour les ménages touchés par une crise*

41. Le PAM fournira une assistance alimentaire aux ménages touchés par une crise au moyen de transferts de type monétaire assortis de conditions pour appuyer l'accès à la nourriture. Le type de transferts de type monétaire (espèces ou bons) et les conditions de transfert dépendront de la nature du choc et reposeront sur des analyses de la problématique hommes-femmes. L'expérience a montré que les transferts de type monétaire permettent au PAM d'assurer une intervention plus rapide et de mieux répondre aux besoins et aux préférences des femmes et des hommes. Le Gouvernement a également exprimé une préférence pour les activités 3A réalisées au moyen de transferts de type monétaire pour éviter de créer une dépendance et contribuer à stimuler l'économie locale. L'analyse environnementale permettra de veiller à ce que ces activités soient élaborées dans le respect de l'environnement, et à éviter ou atténuer les risques environnementaux.
42. À la lumière de l'expérience acquise, les activités 3A viseront probablement à remettre en état des actifs, notamment des canaux, des ponts, des routes, des puits, des digues et des actifs productifs, à étendre les terres agricoles et à reboiser. La sélection, la conception et la supervision des actifs créés seront assurées de manière égale par des femmes et par des hommes au niveau communautaire, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), d'autres organismes spécialisés, des universités, des administrations locales et d'autres acteurs. Dans les situations d'urgence, les activités de création d'actifs s'appuieront sur les programmes et sur les structures communautaires existants pour veiller à fournir l'assistance en temps voulu, améliorer le ciblage et s'attaquer à certaines causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
43. Les sécheresses se produisent généralement dans les départements d'Oruro, de Potosí et de Chuquisaca et dans la région de Chaco, tandis que les inondations touchent plus particulièrement les basses-terres du Nord de La Paz, Beni, Santa Cruz et Pando. Le ciblage géographique sera fonction des zones touchées par les catastrophes. En cas de catastrophe, des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition en situation d'urgence pourront être menées en fonction des besoins et dans la mesure du possible, pour désigner les bénéficiaires et définir les modalités de transfert et la composition les plus appropriées. Le ciblage des ménages bénéficiaires se fera en partenariat avec le Gouvernement, à l'aide de critères de vulnérabilité et des résultats des évaluations.
44. En cas de catastrophe nécessitant une intervention, le PAM, le VIDECI et d'autres partenaires évalueront l'infrastructure bancaire pour fournir des liquidités, le réseau des détaillants et les marchés alimentaires, en vue de déterminer les modalités de transfert et les modèles de distribution les plus pratiques et les plus appropriés. Les principaux partenaires comprendront le VIDECI, le Ministère du développement rural et des terres, et l'équipe de pays pour l'action humanitaire.

Effet stratégique 2: D'ici à 2022, l'état nutritionnel des groupes vulnérables exposés à la malnutrition sous toutes ses formes s'améliore

45. Pour lutter contre les taux élevés de malnutrition chronique, d'obésité/de surpoids et de carences en micronutriments (notamment l'anémie), le PAM appuiera la mise en œuvre par l'État de campagnes de communication relatives à la nutrition, en vue d'améliorer les habitudes nutritionnelles et de renforcer la capacité des institutions gouvernementales à mettre en œuvre des programmes nutritionnels.

Domaines d'action privilégiés

46. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

47. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Des campagnes sont organisées pour que les personnes vulnérables modifient leurs habitudes nutritionnelles.
 - Les personnes vulnérables bénéficient de politiques et programmes sociaux améliorés, innovants et inclusifs, qui tiennent compte de la nutrition, favorisent la transformation des relations entre les sexes et visent à éliminer la malnutrition.

Activités essentielles

Activité 2: Assurer le renforcement des capacités et fournir l'assistance technique au Gouvernement pour organiser des campagnes de communication innovantes à l'échelle nationale ainsi que des politiques et programmes intersectoriels qui contribuent à éliminer la malnutrition

48. L'assistance du PAM mettra l'accent sur la communication pour changer les comportements, la sensibilisation en faveur de régimes alimentaires sains et l'organisation de cours de formation, et complétera les programmes nationaux existants en matière de lutte contre la malnutrition. Le PAM collaborera avec les collectivités locales, les médias nationaux, les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires, les instituts de recherche et les universités.
49. Le PAM apportera une assistance technique aux partenaires pour concevoir et mettre en œuvre des campagnes de communication à l'échelle nationale qui contribuent à réduire les taux de retard de croissance et d'anémie, et à prévenir l'augmentation du surpoids et de l'obésité. Ces stratégies destinées à faire évoluer les comportements viseront à redistribuer les rôles et les responsabilités entre les hommes et les femmes en matière de nutrition et organiseront une éducation nutritionnelle innovante, en s'appuyant sur des écoles de gastronomie qui accueillent des jeunes défavorisés, le système de l'éducation nationale, le service de santé et les partenaires qui travaillent avec des groupes très vulnérables. Les campagnes de communication s'attacheront à promouvoir une alimentation saine qui couvre les besoins en nutriments à tous les stades de la vie, en mettant l'accent sur la prévention du surpoids et de l'obésité en milieu urbain et la prévention du retard de croissance en milieu rural. Cet effet direct contribuera ainsi à la réalisation des ODD 2 et 3.
50. Le PAM examinera les interventions nutritionnelles locales qui peuvent être améliorées et transposées à plus grande échelle, et plaidera en faveur d'une meilleure mise en œuvre de ces activités (par exemple, en aidant les municipalités à planifier leurs achats de suppléments en micronutriments plus efficacement). Par le biais de la formation, le PAM renforcera les capacités des agents de santé et des travailleurs sociaux, des chefs des communautés et de la société civile. Il coordonnera également l'assistance technique à l'aide de la coopération Sud-Sud, notamment l'assistance fournie par des spécialistes de la

technologie alimentaire et les échanges avec les centres universitaires (par exemple, le *Centro Internacional de la Quinoa*) pour recueillir des données factuelles.

Effet stratégique 3: D'ici à 2022, la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus

51. Le PAM mettra à profit sa présence sur le terrain, la plateforme d'exécution des transferts de type monétaire et son approche en matière de partenariats pour renforcer la résilience des communautés agricoles en situation d'insécurité alimentaire. Pour obtenir cet effet direct stratégique, il conviendra d'investir dans la formation technique et la création d'actifs dans les communautés, et de renforcer les capacités des municipalités à dynamiser les revenus et la production alimentaire locale en Bolivie. L'effet direct stratégique englobe une approche globale centrée sur la création d'actifs pour les exploitants pratiquant une agriculture de subsistance recensés par la voie de la planification communautaire participative, la formation et l'assistance technique des organisations paysannes (principalement composées de femmes) qui produisent des excédents et le renforcement des capacités institutionnelles des municipalités à acheter des excédents pour leurs programmes de repas scolaires. Le PAM jouera au départ un rôle direct dans l'appui des repas scolaires, mais ce rôle se réduira progressivement, à mesure que les municipalités feront directement leurs achats auprès des petits exploitants.

Domaines d'action privilégiés

52. Cet effet direct est centré sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

53. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les ménages agricoles exposés à l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées bénéficient d'activités 3A afin de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels.
 - Les agriculteurs exposés à l'insécurité alimentaire utilisent les actifs productifs créés grâce aux activités 3A pour améliorer leur résilience.
 - Les agriculteurs exposés à l'insécurité alimentaire bénéficient d'une formation pour renforcer leurs moyens de subsistance.
 - Les communautés en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités des administrations locales à mettre en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et de renforcement de la résilience.
 - Les enfants d'âge scolaire vivant dans les zones ciblées reçoivent des aliments nutritifs achetés auprès des petits exploitants afin de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et d'améliorer l'accès à l'éducation.

Activités essentielles

Activité 3: Assurer des activités 3A et des formations pour les petits exploitants agricoles qui pratiquent une agriculture de subsistance

54. Le PAM aura recours aux transferts de type monétaire pour la participation aux activités 3A afin d'accroître la capacité des petits exploitants agricoles à produire des excédents. Ces formations serviront à développer les compétences, diversifier les stratégies de subsistance et stimuler la génération de revenus.
55. La planification et la mise en œuvre des activités 3A appliqueront l'approche à trois niveaux comprenant l'analyse intégrée du contexte, la planification saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative. Cela permettra d'améliorer la conception des programmes solides, l'intégration de la problématique

hommes-femmes et les partenariats multipartites. Pour la planification, l'exécution et le suivi des activités de création d'actifs tenant compte de la problématique hommes-femmes, le PAM se tournera vers les administrations locales et d'autres acteurs munis de compétences techniques spécialisées complémentaires. L'analyse environnementale permettra de veiller à ce que ces activités soient conçues dans le respect de l'environnement et à ce que tout risque écologique potentiel soit évité ou atténué.

56. Le PAM et ses partenaires offriront des formations aux agriculteurs en situation d'insécurité alimentaire pour les aider à accroître la production alimentaire, promouvoir l'agriculture durable, élaborer des produits transformés sains et faciliter la commercialisation de leurs produits. Dotés des compétences techniques ainsi acquises, les petits exploitants pourront accroître leurs capacités d'accéder aux marchés institutionnels. Le module de formation comprendra un élément propre à favoriser l'évolution des relations entre les hommes et les femmes afin de remédier aux inégalités entre les sexes tant dans l'agriculture de subsistance que dans l'agriculture à vocation commerciale. Le PAM invitera les agriculteurs à se rapprocher de petites unités de transformation des produits alimentaires, tout en promouvant une participation accrue des femmes.

Activité 4: Renforcer les institutions gouvernementales pour établir des liens entre les excédents de production des petits exploitants issus de l'activité 3 et la demande générée par les programmes de repas scolaires

57. Cette activité se décline en deux sous-activités:
- renforcer les capacités et les systèmes institutionnels pour que les administrations locales puissent accéder aux excédents de production des petits exploitants associés à l'activité 3; et
 - apporter une assistance alimentaire aux bénéficiaires des repas scolaires.
58. Le PAM stimulera la vente des produits des petits exploitants pour répondre à la demande générée par les programmes de protection sociale et renforcera les capacités des administrations locales correspondantes. À cette fin, des aides en espèces seront distribuées aux municipalités pour qu'elles puissent acheter des produits locaux. Le PAM promouvra l'application de la loi nationale sur l'alimentation scolaire, qui préconise d'acheter des aliments nutritifs produits localement pour compléter les rations de base des repas scolaires.
59. Au début de la mise en œuvre du PSP, le PAM transférera des fonds qui permettront aux ONG et aux administrations locales d'acheter des produits locaux auprès des petits exploitants, puis cessera progressivement, au fur et à mesure que les capacités gouvernementales de gérer des achats locaux seront renforcées.
60. Pour les deux activités, le PAM collaborera avec les autorités gouvernementales, des ONG, des universités, les autres organismes ayant leur siège à Rome, en particulier la FAO, les Nations Unies en général et d'autres partenaires de développement. Cet effet direct contribuera à la réalisation des ODD 2 et 4.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire

61. Cet effet direct sera obtenu en promouvant les partenariats pour accroître l'efficacité, l'équité et l'efficacité des programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et les mécanismes de préparation et d'intervention en cas d'urgence. Cette aide s'orientera vers les institutions gouvernementales aux niveaux national et municipal, et contribuera à atteindre la cible 9 de l'ODD 17.

Domaines d'action privilégiés

62. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

63. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les personnes vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des programmes nationaux et infranationaux de protection sociale à accroître leur sécurité alimentaire.

Activités essentielles

Activité 5: Renforcer les capacités des institutions gouvernementales à réduire l'insécurité alimentaire des communautés les plus vulnérables

64. Pour y parvenir, il convient:

- D'apporter une assistance technique et des outils pour aider le CONAN à assurer la planification sur la base de données factuelles et la gestion des programmes (renforcement des capacités institutionnelles). Le PAM aidera le CONAN à élaborer un système d'information complet et centralisé sur le suivi de l'alimentation et de la nutrition en améliorant les systèmes de gestion des données, et à concevoir des programmes de sécurité alimentaire multisectoriels et à améliorer ceux existants. Une fois évaluées les lacunes dans les capacités institutionnelles, il recommandera les améliorations requises et apportera une assistance technique aux municipalités pour renforcer leurs capacités en matière de mise en œuvre des programmes de repas scolaires.
- D'appuyer les programmes nationaux de transfert du VIDECI et du Ministère du développement rural et des terres. Le PAM soutiendra l'expansion des filets de sécurité grâce à un appui technique destiné à répondre aux besoins équitablement en cas de choc et apportera aux municipalités une assistance technique en matière de renforcement de la résilience et de gestion des données. Le PAM développera également les capacités locales relatives à la préparation aux catastrophes en élaborant des plans municipaux d'adaptation au changement climatique et des systèmes d'alerte rapide dans les zones sujettes aux catastrophes. Enfin, il appuiera l'Institut national d'assurance agricole, exploitera les perspectives de coopération Sud-Sud et mettra en place des stratégies intégrés de gestion des risques climatiques et de financement des risques visant à assurer des interventions rapides et des transferts aux ménages touchés par des chocs liés au climat.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

65. La stratégie de retrait prévue pour le présent PSP apparaît comme un effet direct à part entière pour le renforcement des capacités (effet direct stratégique 4). L'assistance technique et le renforcement des capacités des institutions gouvernementales nationales et décentralisées, en particulier le VIDECI et le CONAN, consisteront à élaborer des plans d'urgence au niveau local, à développer les réserves alimentaires d'urgence du pays et à contribuer à étendre la couverture des programmes nationaux d'assurance pour les récoltes. Les activités liées à l'effet direct stratégique 2 s'appuieront sur les mécanismes gouvernementaux existants et seront gérées par le CONAN dans le cadre du Ministère de la santé. Au départ, le coût des activités portant sur la nutrition devrait être partagé entre le PAM et le Gouvernement, avant d'être progressivement à la seule charge du Gouvernement. S'agissant de l'effet direct stratégique 3, le PAM réduira peu à peu les aides en espèces fournies aux municipalités en vue de favoriser les achats locaux, et les communautés poursuivront leurs achats avec leurs propres ressources. Le PSP fera progresser l'égalité des

sexes, reconnaissant qu'il s'agit d'une condition préalable à la réalisation de l'ODD 2 et visera à assurer une stratégie de transition et de retrait en douceur.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

66. Au titre de l'effet direct stratégique 1, les personnes touchées par une crise bénéficieront chaque année d'une assistance en cas de catastrophe. Ces dernières années, le PAM est venu en aide à 15 000 personnes en moyenne chaque année dans le cadre de ses interventions d'urgence. L'effet direct stratégique 2 profitera particulièrement aux élèves, aux travailleurs sanitaires et à tous ceux qui reçoivent des messages sur la nutrition par la voie de campagnes de communication ciblées pour lutter contre le retard de croissance, l'anémie et l'obésité. Au titre de l'effet direct stratégique 3, les petits exploitants et leur famille (notamment au sein des communautés autochtones vulnérables) se verront proposer des activités 3A et des formations. Les administrations locales ou les municipalités achèteront les produits des petits exploitants pour les programmes de repas scolaires dont profiteront les enfants d'âge scolaire. Au titre de l'effet direct stratégique 4, les capacités des institutions (le CONAN et le VIDECI, à tous les niveaux) seront renforcées, ce qui permettra d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes les plus vulnérables.

TABLEAU 1-A: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activités	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total
1	Assurer des activités 3A pour les ménages touchés par une crise	34 000	33 000	67 000
3	Assurer des activités 3A et des formations pour les petits exploitants agricoles qui pratiquent une agriculture de subsistance	3 200	3 100	6 300
3	Renforcer les institutions gouvernementales pour établir des liens entre les excédents de production des petits exploitants issus de l'activité 3 et la demande générée par les programmes de repas scolaires	32 000	32 000	64 000
Total		69 000	68 000	137 000

67. Le PAM utilisera sa plateforme numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) pour enregistrer tous les bénéficiaires directs, leur sexe et leur âge. Le nombre des bénéficiaires de ce PSP a été calculé comme suit: l'effet direct stratégique 2 vise à faire évoluer les comportements au sein de la population bolivienne par des campagnes médiatiques de masse sur le thème de la nutrition et par le renforcement des capacités, et de ce fait, ne couvrira que les bénéficiaires de niveau 3. Au moins 10 pour cent de la population, soit 1 million de personnes, auront reçu des messages relatifs à la nutrition avant la fin de la période couverte par le PSP. L'effet direct stratégique 4 vise à renforcer les capacités des principaux partenaires du PAM, le VIDECI et le CONAN, à tous les niveaux administratifs, notamment dans les 15 municipalités sélectionnées, qui représentent

environ 45 institutions au niveau municipal et quatre ministères sectoriels au niveau national.

TABLEAU 1-B: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE NIVEAU 3 DE L'EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 2			
	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total
Enfants (de moins de 5 ans)	63 000	66 000	129 000
Enfants (6-18 ans)	137 000	141 000	278 000
Adultes (> 18 ans)	304 000	295 000	599 000
Total	504 000	502 000	1 006 000

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (en dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ			
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 3	
Activité	Activité 1	Activité 1	Activité 2
Type de bénéficiaire	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 1
Modalité	Transfert de type monétaire	Transfert de type monétaire	Bon-produits
Transferts de type monétaire	1,37 (30 jours par an)	1,37 (90 jours par an)	0,076 (180 jours par an)*

*180 jours s'appliqueront uniquement en 2019. Pour les prochaines années de mise en œuvre, l'aide du PAM sera réduite de 25 pour cent par an, et ces coûts seront couverts par les municipalités.

TABLEAU 3: VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE	
Transferts de type monétaire	Total (en dollars)
Transferts de type monétaire	4 907 490
Total (valeur des transferts de type monétaire)	4 907 490

68. Les transferts de type monétaire (espèces ou bons) ont été choisis comme modalité pour favoriser l'autosuffisance des communautés et stimuler les marchés alimentaires locaux. Le Gouvernement a expressément indiqué qu'il souhaitait tirer profit des compétences du PAM dans le domaine des transferts de type monétaire. En situation d'urgence, étant donné que le Gouvernement gère des réserves alimentaires d'urgence, il n'a pas besoin que le PAM fournisse un appui alimentaire en nature. Les transferts de type monétaire permettent également de diversifier les régimes alimentaires.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

69. Le présent PSP prévoit de consacrer des investissements stratégiques au renforcement des capacités des partenaires de la société civile aux niveaux local et national, afin d'aider les communautés à mener durablement leurs propres efforts en vue de réaliser l'ODD 2. Le renforcement des capacités a été intégré comme une composante à part entière du présent PSP pour appuyer les institutions gouvernementales chargées de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le VIDECI et le CONAN, ainsi que les municipalités. Les possibilités qui s'offrent dans le domaine de la coopération Sud-Sud seront également appuyées. Toutes les activités de renforcement des capacités tiendront compte des considérations liées aux inégalités entre les sexes et au handicap.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

70. Le mauvais état des routes et l'absence d'entrepôts municipaux adaptés continuent de poser problème. Le PAM ne distribuera pas de vivres dans le cadre du présent PSP; toutes les activités relatives à la chaîne d'approvisionnement prendront la forme d'une assistance technique apportée aux pouvoirs publics. À la demande du Gouvernement, le PAM fournira une assistance technique aux autorités nationales pour la conception des systèmes d'approvisionnement. Il accompagnera ainsi la révision des normes nationales en matière de passation des marchés pour faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés, la mise à jour de l'évaluation des capacités logistiques, l'évaluation des possibilités d'autres modes de transport et l'achat des produits au niveau municipal. Le cas échéant, le PAM fournira également une assistance technique et du matériel pour renforcer la chaîne d'approvisionnement des programmes nationaux de protection sociale fondés sur l'alimentation. En outre, le PAM et ses partenaires analyseront et recenseront les meilleurs prestataires de services financiers pour appuyer la distribution des transferts de type monétaire. Avant la mise en œuvre, le PAM réalisera des évaluations consacrées aux transferts de type monétaire (marchés, risque, partenariats, finances, problématique hommes-femmes, détaillants).

4.4 Capacités et profil du bureau de pays

71. Le bureau de pays a la capacité et les compétences techniques requises pour réaliser la plupart des effets directs stratégiques. Dans le but d'aider le Gouvernement à mener ses actions prioritaires, il examinera sa structure pour optimiser les ressources, recenser les besoins en formation et recruter des spécialistes du renforcement des capacités. L'examen des compétences techniques du bureau de pays permettra de veiller à ce que la dimension de l'égalité des sexes soit intégrée à toutes les opérations. Le PAM concentrera sa présence sur le terrain dans un seul bureau à Potosí, dont le personnel participera à toutes les activités mises en œuvre dans le département d'Oruro.

4.5 Partenariats

72. Conformément à sa stratégie institutionnelle en matière de partenariat (2014–2017) et au plan d'action correspondant conçu pour le présent PSP, le PAM exploitera les partenariats existants et les nouveaux partenariats établis avec le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les ONG, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour obtenir les effets directs stratégiques souhaités. Sur le plan stratégique, le Ministère de la planification du développement coordonne les actions de tous les partenaires de développement. Les principaux partenaires opérationnels au sein du Gouvernement avec lesquels le PAM planifiera et mettra en œuvre la plupart des activités du PSP sont le CONAN, le VIDECI, le Ministère de la santé et le Ministère du développement rural et des terres. Les partenariats travailleront aux niveaux national et décentralisé en fonction du type d'activité. Le CONAN est dirigé par le Président de la république et englobe tous les acteurs publics à

l'œuvre dans le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris des fonctionnaires ministériels de haut niveau.

73. Pour obtenir l'effet direct stratégique 3, le PAM travaillera en étroite collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et les ONG locales expérimentées dans le développement agricole. Il collaborera avec de nouveaux partenaires qui travaillent dans les zones urbaines, notamment des écoles de gastronomie et des ONG de défense des droits des femmes, et élaborera un programme conjoint avec le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains pour aider les groupes vulnérables dans les zones urbaines. Le PAM obtient l'effet direct stratégique 2 en partenariat avec le Ministère de la santé. Le Vice-Ministère de l'égalité des chances au sein du Ministère de la justice, chargé de promouvoir les droits des femmes, participera également à mettre en œuvre les campagnes relatives à la nutrition. En outre, l'effet direct stratégique 2 englobera des partenariats du secteur privé avec les médias pour diffuser des messages relatifs à la nutrition.
74. Il est possible de développer la coopération Sud-Sud avec différents partenaires régionaux et mondiaux dans les domaines de la technologie alimentaire, du développement agricole et de la réduction des risques de catastrophe. De plus, le PAM partagera l'actualité de ses opérations et les résultats correspondants des études et évaluations qui s'y rapportent avec le groupe de coordination des donateurs, coprésidé par les donateurs et le Gouvernement, et continuera de participer à l'équipe de pays pour l'action humanitaire. Les rôles et responsabilités spécifiques des partenaires seront déterminés avant que le PSP ne soit lancé.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

75. Le bureau de pays mettra régulièrement à jour son plan de suivi, d'examen et d'évaluation et veillera à ce qu'il comprenne un plan de suivi et d'évaluation détaillé tenant compte de la problématique hommes-femmes et couvrant tous les effets directs stratégiques. Le plan mesure les principaux effets directs, produits et processus à l'aide du Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2017-2021 et attribue des rôles et responsabilités spécifiques aux partenaires coopérants, au bureau de pays et aux bureaux auxiliaires. Le PAM s'emploiera à tirer parti des possibilités de suivi conjoint avec d'autres organismes, en particulier la FAO, ou indépendant des transferts de type monétaire et des activités appuyant les moyens d'existence. Le bureau de pays produira en permanence des données factuelles qui permettront de dégager des enseignements et, le cas échéant, d'ajuster les opérations. Il est déterminé à renforcer l'unité de suivi, qui comprend actuellement un contrôleur auxiliaire, un volontaire des Nations Unies et deux contrôleurs de terrain.
76. Pendant la mise en œuvre du PSP, deux évaluations seront effectuées: une évaluation décentralisée qui sera menée conjointement avec la FAO et le Fonds international de développement agricole pour examiner la mise en œuvre des effets directs stratégiques 3 et 4, et une évaluation finale du portefeuille de pays qui couvrira l'ensemble du PSP. Le PAM conduira l'évaluation du portefeuille de pays en 2021 pour évaluer les progrès accomplis et produire des données factuelles qui éclairent le prochain PSP. Pour veiller à ce que le PSP puisse être évalué efficacement, le bureau de pays réalisera des études de référence associées à tous les indicateurs d'effet direct pendant les trois premiers mois de la mise en œuvre. Des travaux de cartographie des besoins du pays seront effectués dans le même temps que les études de référence.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

77. Le climat politique intérieur reste agité en cette période qui précède l'élection présidentielle de 2019, ce qui présente un risque pour la sécurité du pays. Les inégalités sociales et économiques et les disparités entre les sexes qui persistent entravent la progression sur la voie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la réduction des recettes nationales associée à la baisse des prix internationaux des hydrocarbures pourrait avoir des incidences négatives sur les programmes de protection sociale destinés aux groupes vulnérables. Le manque d'intérêt relatif des donateurs, en grande partie dû au statut de pays à revenu intermédiaire de l'État plurinational de Bolivie, constitue un risque important. Le bureau de pays tentera d'obtenir de nouvelles contributions auprès de donateurs non habituels et de diversifier ses sources de financement.

Risques programmatiques

78. Le PAM veillera à ce que son assistance alimentaire ne porte pas préjudice à la sécurité, la dignité et l'intégrité des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris les handicapés, qui la reçoivent. Il portera une attention particulière aux populations autochtones parmi les bénéficiaires en situation d'insécurité alimentaire. L'assistance alimentaire sera fournie d'une manière qui respecte les droits de chacun; à cet effet, le PAM s'appuiera sur un processus de suivi des opérations, un dispositif de remontée des informations des bénéficiaires et le renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires.

Risques institutionnels

79. Le bureau de pays reconnaît et contrôle les risques institutionnels qui pourraient affaiblir la capacité du PAM à produire des résultats stratégiques, et renforcera la capacité et les compétences de son personnel en matière de renforcement des capacités nationales.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	447 193	945 979	965 045	1 092 433	1 012 071	4 462 722
2	105 682	181 884	230 344	285 058	227 026	1 029 994
3	341 589	1 437 523	1 368 119	1 210 787	911 345	5 269 363
4	185 493	101 377	226 014	214 962	196 237	924 083
Total	1 079 958	2 666 763	2 789 523	2 803 240	2 346 680	11 686 162

80. Le budget du PSP s'élève à 11 millions de dollars sur quatre ans et demi. Le PAM reste un partenaire précieux en temps de crise. Lorsqu'une situation d'urgence survient, l'effet direct stratégique 1 est déclenché. Le budget de l'effet direct stratégique 1 est fixé en fonction des interventions précédentes mais doit parfois être ajusté selon l'envergure de la situation d'urgence qui survient. Les interventions nutritionnelles (effet direct stratégique 2) seront axées sur des campagnes d'éducation et de communication. Elles représentent 10 pour cent du budget total, car aucune assistance directe n'est prévue; le PSP prévoit plutôt d'augmenter les achats de produits locaux dans le cadre des programmes de protection sociale du Gouvernement fondés sur une aide alimentaire. L'effet direct stratégique 3

conjugue des activités 3A, des achats locaux et le renforcement des capacités des petits exploitants locaux et des agents publics, et représente 45 pour cent du budget total. Le renforcement des capacités (effet direct stratégique 4) passe principalement par la fourniture d'une assistance technique et d'outils pour améliorer les programmes de sécurité alimentaire et de préparation aux situations d'urgence des institutions d'exécution, et s'élève à 8 pour cent du budget total du PSP. Le budget comprend des fonds destinés à faire évoluer les relations entre les sexes qui atteindront la cible d'affectation institutionnelle de 15 pour cent à partir de 2020.

6.2 Perspectives de financement

81. Le PAM souhaite que le PSP soit financé en accord avec les tendances de ces dernières années. Le plan d'action en matière de partenariat met en évidence une base de donateurs diversifiée qui comprend le Gouvernement, le secteur privé et des donateurs gouvernementaux. Les possibilités de coopération Sud-Sud seront explorées, tout comme sera développée la collaboration avec des banques de développement pour les systèmes d'analyse et d'information conjoints.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

82. Les aides publiques au développement ont énormément diminué au fil de ces dernières années et de nombreux donateurs se sont retirés lorsque le pays a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire. La stratégie de mobilisation des ressources prend acte de ce contexte difficile et s'emploie à placer le PAM en position de partenaire fiable et axé sur les résultats. Le bureau de pays explore les possibilités de mettre en place des fonds de financement commun avec d'autres organismes des Nations Unies, de faire intervenir les donateurs traditionnels dès les premières phases de conception des projets, d'appuyer la participation du Gouvernement dans des dispositifs de coopération Sud-Sud et d'élargir les partenariats avec le secteur privé qui représente depuis longtemps un soutien solide pour le bureau de pays. Il est attendu que le Siège du PAM couvre une grande partie des coûts d'évaluation du PSP.
83. Si une situation d'urgence se déclenche, le bureau de pays sollicitera l'appui de donateurs, du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies et du secteur privé. Conformément au nouveau programme urbain du Ministère de la planification du développement, l'équipe de pays des Nations Unies élabore un programme conjoint auquel le PAM participera pour les communications relatives à la nutrition (effet direct stratégique 2). L'effet direct stratégique 3 devrait être financé par de nouveaux donateurs et par le secteur privé. Pour financer l'effet direct stratégique 4, les donateurs traditionnels sont contactés et la coopération Sud-Sud est explorée.
84. Pendant les travaux préparatoires à la mise en œuvre du PSP, le PAM a adopté une approche participative et mené une série de consultations pour connaître les possibilités de coopération avec différents partenaires. Les observations en retour se sont avérées positives et les effets directs stratégiques ont été mis en regard des sources de financement existantes et potentielles. En outre, le Gouvernement est contacté dans le but d'obtenir des financements et le PAM organisera plusieurs visites de terrain pour mettre son action en valeur auprès des donateurs. Le bureau de pays investit massivement dans la mobilisation des ressources et coordonne activement son activité avec celle du Bureau régional de Panama, les bureaux de liaison concernés et le Siège.

85. Le PAM prépare également une stratégie de communication destinée aux parties prenantes, afin d'exposer clairement son rôle et sa valeur ajoutée pour ce qui est d'aider le pays à progresser vers la réalisation de ses priorités nationales et de l'ODD 2. Il communiquera régulièrement des informations et des données factuelles sur les progrès réalisés pour parvenir aux résultats prévus. Si les ressources viennent à manquer, des mesures de maîtrise des coûts seront appliquées. Le PAM appuiera en priorité les programmes publics visant à sauver des vies et il poursuivra les autres activités du PSP en fonction des investissements des différents donateurs.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE (2018–2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 1: Les communautés touchées par un choc sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise

Catégorie d'effet direct correspondante:

Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: réponse face à une crise

Tient compte de la nutrition

Hypothèses:

Les ressources sont disponibles durant les situations d'urgence.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Activités et produits

1. Assurer des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) pour les ménages touchés par une crise. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les bénéficiaires ciblés peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en cas de choc, au moyen de transferts de type monétaire assortis de conditions (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en cas de choc, au moyen de transferts de type monétaire assortis de conditions (D: Actifs créés)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)

Effet stratégique 2: D'ici à 2022, l'état nutritionnel des groupes vulnérables exposés à la malnutrition sous toutes ses formes s'améliore

Catégorie d'effet direct
correspondante: Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action prioritaire: causes profondes

Hypothèses

L'environnement institutionnel est favorable à la mise en œuvre de stratégies de sensibilisation à la nutrition

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

2. Assurer le renforcement des capacités et fournir l'assistance technique au Gouvernement pour organiser des campagnes de communication innovantes à l'échelle nationale ainsi que des politiques et programmes intersectoriels qui contribuent à éliminer la malnutrition (Renforcement des capacités institutionnelles)

Des campagnes sont organisées pour que les personnes vulnérables modifient leurs habitudes nutritionnelles. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les personnes vulnérables bénéficient de politiques et programmes sociaux améliorés, innovants et inclusifs, qui tiennent compte de la nutrition, favorisent la transformation des relations entre les sexes et visent à éliminer la malnutrition. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent

Effet stratégique 3: D'ici à 2022, la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus (cible 3 de l'ODD 2)

Catégorie d'effet direct correspondante: Accroissement des gains d'efficacité réalisés au niveau des chaînes d'approvisionnement alimentaires par les systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les petits exploitants et les petites associations d'agriculteurs ont atteint une capacité de production régulière qui leur permet d'avoir accès aux marchés locaux

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

3. Assurer des activités 3A et des formations pour les petits exploitants agricoles qui pratiquent une agriculture de subsistance (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les agriculteurs exposés à l'insécurité alimentaire utilisent les actifs productifs créés grâce aux activités 3A pour améliorer leur résilience (D: Actifs créés)

Les agriculteurs exposés à l'insécurité alimentaire bénéficient d'une formation pour renforcer leurs moyens de subsistance (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les ménages agricoles exposés à l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées bénéficient d'activités 3A afin de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels (A: Ressources transférées)

4. Renforcer les institutions gouvernementales pour établir des liens entre les excédents de production des petits exploitants issus de l'activité 3 et la demande générée par les programmes de repas scolaires (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les communautés en situation d'insécurité alimentaire tirent parti de l'amélioration des capacités des administrations locales à mettre en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et de renforcement de la résilience (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées).

Les enfants d'âge scolaire vivant dans les zones ciblées reçoivent des aliments nutritifs achetés auprès des petits exploitants afin de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et d'améliorer l'accès à l'éducation (A: Ressources transférées).

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD****Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD****Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les institutions nationales et infranationales ont des capacités renforcées pour gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire (cible 9 de l'ODD 17)**

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Les institutions gouvernementales sont disposées à s'engager et à travailler ensemble pour l'élaboration de politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**5. Renforcer les capacités des institutions gouvernementales à réduire l'insécurité alimentaire des communautés les plus vulnérables (Adaptation au changement climatique et gestion des risques).**

Les personnes vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des programmes nationaux et infranationaux de protection sociale à accroître leur sécurité alimentaire (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés).

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Indicateurs transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Indicateur transversal**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Indicateurs transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Indicateur transversal**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)					
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Domaine d'action privilegié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Résilience	Causes profondes	
Transfert	3 185 927	659 426	3 536 794	524 112	7 906 259
Mise en œuvre	210 608	121 148	498 004	177 980	1 007 740
Coûts d'appui directs ajustés	793 814	186 556	912 961	165 592	2 058 924
Total partiel	4 190 349	967 130	4 947 759	867 684	10 972 922
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	272 373	62 863	321 604	56 399	713 240
Total	4 462 722	1 029 994	5 269 363	924 083	11 686 162

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
CONAN	<i>Consejo Nacional de Alimentación y Nutrición</i> (Conseil national d'alimentation et de nutrition)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
MAECH	<i>Mancomunidad de Municipalidades para la Alimentación Escolar Chuquisaca</i> (Communauté des municipalités chargée de l'alimentation scolaire à Chuquisaca)
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
PDES	<i>Plan de Desarrollo Económico y Social 2016–2020</i> (Plan de développement social et économique pour 2016–2020)
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme
VIDECI	<i>Viceministerio Defensa Civil</i> (Vice-Ministère de la défense civile)